HAL
open science

L'urbanisation forcée comme politique contre-insurrectionnelle. La vie au sein des villages stratégiques construits en Argentine (1976-1978)

Pamela Colombo

To cite this version:

Pamela Colombo. L'urbanisation forcée comme politique contre-insurrectionnelle. La vie au sein des villages stratégiques construits en Argentine (1976-1978). Cultures & conflits, 2016, Ethnographies politiques de la violence 103-104 (automne-hiver 2016), pp.91-110. 10.4000/conflits.19370 . hal-01736485

HAL Id: hal-01736485

https://hal.science/hal-01736485v1

Submitted on 31 Mar 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

The research leading to these results has received funding for the European Union's Horizon 2020 (H2020-MSCA-IF-2014-GF) research and innovation programme under the Marie Skłodowska-Curie grant agreement No 654923

Les recherches sur lesquelles a pris appui cette publication ont fait l'objet d'un financement du programme de recherche et d'innovation Horizon 2020 (H2020-MSCA-IF-2014-GF) de l'Union européenne dans le cadre de la convention Marie Skłodowska-Curie n° 654923.

Pamela COLOMBO

Marie Skłodowska-Curie Research Fellow
IRIS (Institut de Recherche Interdisciplinaire sur les enjeux Sociaux), EHESS (École des Hautes Études en Sciences Sociales), Paris.
pamela.colombo@ehess.fr

Pamela Colombo, « L'urbanisation forcée comme politique contre-insurrectionnelle », *Cultures & Conflits* [En ligne], 103-104 | automne/hiver 2016, pp. 91-110.

URL : http://conflits.revues.org/19370 ; DOI : 10.4000/conflits.19370

L'urbanisation forcée comme politique contre-insurrectionnelle. La vie au sein des villages stratégiques construits en Argentine (1976-1978)

Pamela COLOMBO

Résumè
Le programme militaire de création des « villages stratégiques » – qui émerge au début de la guerre froide – a pour objectif la création d'espaces urbains ex nihilo pour y déplacer la population rurale qui habite dans des zones sous influence de groupes guérilleros. Cet article analyse le Plan de relogement rural mené dans la province argentine de Tucumán (1976-1978) qui a donné naissance à quatre villages stratégiques. Quelles sont les reconfigurations que ce programme a produites dans l'espace social et quelles sont celles qui perdurent ? Comment se déroule la vie quotidienne au sein de ces espaces où monde militaire et monde civil coexistent ? Quelles sont les caractéristiques d'un espace urbain pensé et conçu pour empêcher les populations de soutenir la guérilla ? L'analyse d'entretiens approfondis réalisés avec des habitants des villages stratégiques de Tucumán permet d'examiner l'impact social et politique de l'urbanisation forcée comme technique de contre-insurrection.

Mots-clés : espace, déplacements forcés, politiques contre-insurrectionnelles, expérience quotidienne de la violence, Argentine

Abstract
The military program for building "strategic villages", which emerged at the beginning of the Cold War, sought to develop ex nihilo urban spaces to displace rural populations living in zones

influenced by guerrilla groups. This article analyses the Rural Relocation Plan implemented in the Argentinian province of Tucumán between 1976 and 1978 that led to the construction of four strategic villages. In doing so, it seeks to establish whether or not space has the power to transform a community's political and social life in the long term. This article equally addresses the following three questions: What is everyday life like in spaces where military and civil worlds cohabit and hybridize? What are the characteristics of urban spaces designed to dissuade populations from rising up in support of the guerrillas? The analysis of in-depth interviews conducted with the inhabitants of strategic villages in Tucumán allows for an examination of the social and political effects of forced urbanization as a counter-insurgency technique.

Keywords : space, forced displacement, counter-insurgency policies, everyday experience of violence, Argentina

C'est l'heure de la sieste. Les rues sont encore plus désertes que d'habitude. M. a sorti deux chaises sur le trottoir. C'est là que nous faisons l'entretien. Le soleil tape fort bien qu'on soit en hiver. Au loin, on voit le *monte*[1] et, aux alentours, soixante-dix maisons toutes pareilles. Nous sommes dans l'un des quatre villages créés par les militaires dans la province de Tucumán pendant la dictature militaire (1976-1983). M. a la soixantaine, elle est femme au foyer et mère de dix enfants. Tous, dans sa famille, ont travaillé à la récolte de la canne de sucre, principale ressource économique des paysans de Tucumán. M. raconte que c'est en 1976 qu'ils ont été expulsés de chez eux et déplacés dans l'un des nouveaux villages. Elle se souvient qu'un matin elle était allée avec une voisine cueillir des avocats dans une propriété qui se trouvait au-delà du périmètre du village. Une fois sur place, un hélicoptère s'est mis à survoler le secteur :

Nous sommes sorties et nous avons commencé à faire des grands signes à l'hélicoptère pour qu'il se pose. On nous a dit que c'était interdit – d'aller dans ces parages – qu'on ne devait pas recommencer et ils nous ont emmenées à la base [militaire]. Ils nous ont gardé un moment et puis ils nous demandé ce qu'on faisait là, parce que c'était là que se cachaient "les autres types" [les guérilleros] et ils croyaient que nous allions les retrouver. Ce jour-là, quand ils nous ont emmenées à la base, nous avons vu des prisonniers immobilisés par terre[2]*. Ils m'ont dit de ne plus jamais sortir comme ça, plus jamais, ni dans les maquis ni où que ce soit. J'ai plus osé m'aventurer par-là*[3]*.*

La technique de la disparition forcée de personnes a été utilisée par l'État argentin pour désarticuler le mouvement social de tendance révolutionnaire qui lui disputait des sphères de pouvoir et remettait en question le monopole de la violence. C'est en 1975 que les disparitions commencent dans la province de Tucumán, puis elles sont menées sur l'ensemble du territoire national et de manière systématique à partir du coup d'État qui instaure une dictature militaire de 1976 à 1983. Les disparitions forcées sont alors pratiquées par l'ensemble des forces armées qui articulent la répression à partir d'une constellation d'espaces de disparition[4]. Cependant, le déploiement des politiques de contre-insurrection n'a pas pour seule priorité la destruction de « l'ennemi », il s'agit aussi –et c'est une question centrale– de « gagner les cœurs et les

[1] *Monte*, en espagnol : désigne une zone de relief à la végétation luxuriante. Proche de « maquis » dans tous les sens du terme puisque, du fait des caractéristiques de la végétation, ces lieux ont pu être utilisés par la guérilla pour établir ses campements comme on le verra plus loin dans le texte.
[2] *Estaqueados*: pratique qui consiste à immobiliser le prisonnier par terre, bras et jambes écartés, retenus par des pieux.
[3] Au cours des entretiens, il a été décidé qu'ils seraient anonymisés. Les noms ont ainsi été remplacés par des lettres attribuées au hasard. On ne donnera pas non plus les noms des villages où vivent les personnes interviewées afin de protéger leur identité. Étant donné le caractère sensible des thèmes traités, les entretiens n'ont pas été enregistrés. Les extraits qui figurent ici sont restitués à partir des notes de terrain prises immédiatement après l'entretien
[4] Colombo P., *Espacios de desaparición. Espacios vividos e imaginarios tras la desaparición forzada de personas (1974-1983) en la provincia de Tucumán, Argentina.* Thèse de doctorat en sociologie non publiée, Universidad del País Vasco, Bilbao, 2013.

esprits »[5] de la population civile. C'est dans ce contexte qu'émerge le *Plan de Reubicación Rural* (Plan de relogement rural), dans la province de Tucumán. En vertu de ce plan la population rurale a été déplacée dans quatre villages créés dans la zone d'opérations militaires : Teniente Berdina, Soldado Maldonado, Capitán Cáceres et Sargento Moya (les noms choisis pour nommer les villages sont des noms de militaires qui – selon le récit des forces armées – seraient mors lors d'affrontements avec la guérilla dans la zone d'opérations).

Le Plan de relogement rural trouve ses origines dans le programme militaire de création des « villages stratégiques » conçu au début de la guerre froide et souvent reproduit avec ingérence de gouvernements étrangers. Entre autres applications, il convient de souligner que la Grande-Bretagne a créé des « New Villages » en Malaisie (1952-1954)[6], les États-Unis des « Strategic Hamlets » au Vietnam (1962-1963) et la France des « Centres de Regroupement » en Algérie (1959-1962). À la fin des années 1970, début des années 1980, en Amérique latine des villages stratégiques ont également été construits. Parmi les premiers, ceux de l'Argentine (1976-1978)[7].

Le programme visait la construction d'espaces urbains *ex nihilo* afin d'y déplacer la population rurale qui résidait dans des zones sous influence des mouvements guérilleros. Bien que le nombre de déplacés et la taille des villages ait été différente à chaque fois, il existe un trait commun : la volonté de rompre les liens entre la population et la guérilla par le biais de l'urbanisation forcée. En dépit de l'ampleur de l'impact de cette politique de contre-insurrection dans divers pays du monde, la question n'a guère été étudiée jusqu'à présent. Parmi les quelques travaux universitaires, on peut citer des analyses réalisées par des historiens[8], des géographes[9], des politologues[10] et des architectes[11]. Il existe aussi des écrits de militaires sur la planification et l'adoption du programme[12]. Mais il n'y a pratiquement pas de travaux ethnographiques réalisés auprès de la population affectée qui permettent de connaître l'expérience et d'analyser l'impact socio-politique à long terme de cette stratégie militaire.

Aujourd'hui, plus de quarante ans après la mise en place du programme en Argentine, ces villages stratégiques existent toujours et une grande partie des personnes déplacées y demeure. Mais, quelles sont les reconfigurations que ce programme a produites et quelles sont celles qui perdurent ? Le travail ethnographique se présente ici comme un outil central. D'un côté, devant la rareté des archives et des témoignages de militaires argentins sur la conception et l'adoption

---

[5] L'idée de « gagner les cœurs et les esprits » a été appliquée pour la première fois dans un contexte de lutte antisubversive en Malaisie à la fin des années 1950 et elle est attribuée au général britannique Sir Gerald Templer (Egnell R., « Winning 'Hearts and Minds'? A Critical Analysis of Counter-Insurgency Operations in Afghanistan », *Civil Wars*, Vol.12, No.3, septembre 2010, pp. 282–303). Pour un travail critique sur la généalogie de cette maxime voir Olsson, C., « Guerre totale et/ou force minimale ? Histoire et paradoxes des "cœurs et des esprits" », *Cultures & Conflits*, n°67, 2009, pp. 35-62.

[6] C'est en Malaisie qu'aurait eu lieu la première application de cette stratégie militaire, dirigée par le général Sir Gerald Templer (Karl Hack, « Malaya – Between Two Terrors: 'People's History' and the Malayan Emergency », in Hannah Gurman (ed.), *Hearts and minds. A people's history of counterinsurgency*, New York and London, The new press, 2013, pp.17-49.

[7] Pour une première approximation historique aux différentes applications du programme, on peut consulter le travail pionnier de Sackley N., « The village as Cold War sites: experts, development, and the history of rural reconstruction », *Journal of Global History*, 6, 2011, pp. 481-504. Pour une généalogie de la répression militaire, en particulier sur le mode transnational du déploiement des politiques antisubversives, voir : Wasinski C., « La volonté de réprimer », *Cultures & Conflits*, n° 79-80, automne-hiver, 2010, pp. 161-180.

[8] Sackley N., *op. cit.* ; Tenenbaum É., « Les déplacements de populations comme outil de contre-insurrection: l'exemple du programme des hameaux stratégiques au sud-vietnam ». *Guerres Mondiales et conflits contemporains*, 3(239), 2010, 119-141; Sacriste F., *Une histoire de l'État colonial et de la société rurale pendant la guerre d'indépendance algérienne 1954 – 1962* . Thèse en histoire, Université de Toulouse 2 Le Mirail, 2014.

[9] Belcher O., *The afterlives of counterinsurgency: postcolonialism, military social science, and Afghanistan 2006-2012.* (Doctor of Philosophy), The University of British Columbia, 2013 ; Tyner, James, *War, Violence, and Population. Making the Body Count*, New York, The Guilford Press, 2009.

[10] Stepputat F., « Politics of Displacement in Guatemala ». *Journal of Historical Sociology,* Vol. 12 N1, 1999, pp. 54-80.

[11] Forensic Architecture Group, « The earth Scorched: Environmental Violence and Genocide in the Ixil Triangle, Guatemala, 1980-1983 ». In *Forensis. The Architecture of Public Truth.* Berlin: Sternberg Press and Forensic Architecture, 2014.

[12] Sur le cas français : Cornaton M., *Les regroupements de la décolonisation en Algérie,* Paris, Éditions Économie et Humanisme / Les Éditions Ouvrières, 1967 ; Galula D., *Contre-insurection. Théorie et pratique,* Economica, Paris, 2008 ; Trinquier R., *La Guerre Moderne*. Paris, Economica, 2008. Sur le cas britannique: Thompson R. G. K, *Defeating communist insurgency: the Lessons of Malaya and Vietnam* (No. 10). FA Praeger, 1966.

du Plan de relogement rural, le travail ethnographique permet d'aborder les conditions du déplacement, la manière dont ces villages ont été bâtis, les acteurs impliqués et les caractéristiques du début de la construction. D'un autre côté, cela permet d'analyser les effets sur le long terme : comment se déroulait la vie quotidienne lorsque les militaires étaient là ? Comment s'est faite la transition une fois que les militaires ont cessé de contrôler les villages ? Comment invente-t-on ou recrée-t-on la vie quotidienne au sein de ces villages tant d'années après la fin de la dictature ?

L'analyse ici proposée prend appui sur un travail de terrain réalisé en 2014, à Tucumán, axé sur des entretiens approfondis semi-structurés. Il s'agit d'une quarantaine d'entretiens d'une durée moyenne de deux heures chacun, réalisés avec des personnes déplacées dans ces villages entre 1976 et 1978 et qui, au moment de l'entretien, vivaient toujours dans les mêmes maisons qui leur ont été assignées par les militaires. La plupart des interviewés étaient ou avaient été des travailleurs temporaires de la récolte de la canne à sucre employés par de grands propriétaires de la région. Avant les déplacements, ils vivaient le plus souvent dans de petites localités – connues comme « colonies » – dans des cabanes cédées par le patron[13]. Le travail d'entretiens a été complété par un travail de consultation d'archives mené dans des bibliothèques, des hémérothèques, des archives militaires et des dépendances gouvernementales.

Cet article se propose ainsi d'explorer les modalités de la violence d'État telle que déployée dans le cadre de la construction des villages stratégiques à Tucumán, à partir d'un travail ethnographique réalisé avec la population déplacée. Cette analyse est complétée par une première partie consacrée au contexte historique qui permet de saisir les enjeux des villages stratégiques au moment où ils ont été construits et une section de réflexions finales où on explore la portée à long terme du programme.

L'urbanisation forcée au cœur des politiques de contre-insurrection

Le décret n°261/75 (1975) marque le début de l'Opération Indépendance au sud de Tucumán. L'objectif est explicite : éliminer la guérilla rurale « Compañía de Monte Ramón Rosa Jiménez » rattachée à l'Armée révolutionnaire du peuple (ERP) – bras armé du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT). À la différence du reste de l'Argentine, à Tucumán, il y a eu une coexistence forcée de la population avec l'armée : des couvre-feux se sont succédés et des perquisitions ont été menées dans les maisons, ainsi que des opérations de quadrillage ; il y a eu des actions punitives publiques, des détentions massives dans les villages et des bases militaires ont été installées dans la région.

1. Carte de l'occupation militaire sud-ouest de la province de Tucumán. La plupart des données utilisées pour élaborer cette carte proviennent du journal d' Adel Vilas (1977), commandant de l'Opération Indépendance en 1975. Carte élaboré par l'auteure.

La dictature militaire en Argentine (1976-1983) a sans doute été marquée par la figure du disparu[14]. Le centre clandestin de détention a eu un rôle central comme dispositif spatial pour articuler le processus de disparition forcée[15]. Cependant, les militaires ont également eu recours à des méthodes moins connues pour désarticuler le mouvement révolutionnaire qui s'implantait alors dans la société : les plans d'action civique. Dès le début de l'Opération Indépendance, on

[13] Les paysans n'avaient pas de titres de propriété de ces maisons.
[14] Calveiro P., *Poder y desaparición. Los campos de concentración en Argentina*, Buenos Aires, Colihue, 2001 ; Feierstein D., *El genocidio como práctica social. Entre el nazismo y la experiencia argentina*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 2007; Gatti G., *Identidades desaparecidas. Peleas por el sentido de los mundos de la desaparición forzada*, Buenos Aires, Prometeo Libros, 2011 ; Jelin E., *Los trabajos de la memoria*, Madrid, Siglo XXI, 2002.
[15] Le nombre de disparus dans la province reste incertain : le rapport de la Commission bicamérale de Tucumán fait état de 387 personnes disparues et de 120 survivants, tandis que les organismes de droits de l'homme parlent d'environ 1000 et 2000 personnes dans toute la province.

trouve des références explicites : « Les opérations militaires en zone montagneuse seront suivies par des actions gouvernementales concrètes en matière d'assistance sociale, principalement, susceptibles de mettre frein par elles-mêmes à n'importe quelle tentative de subversion »[16]. Les programmes d'action civique avaient plusieurs volets tels que la distribution d'aliments et les travaux publics : construction d'hôpitaux, d'écoles, de routes et de villages stratégiques.

La nouveauté du programme des villages stratégiques ne réside pas seulement dans l'urbanisation forcée à laquelle sont soumis les paysans mais au fait qu'il est mené dans le cadre d'urbanisations modèles, conçues et construites par les militaires à partir de rien. Il importe de signaler, d'autre part, que les villages stratégiques ont été utilisés pour reprendre des territoires contrôlés par la guérilla et, en même temps, pour produire des reconfigurations de l'organisation spatiale et sociale là où ils ont été construits et dans les environs.

À partir du concept d'*urbicide,* des chercheurs ont tenté de penser comment la ville pouvait s'ériger en cible à détruire, en objectif de la violence[17]. Cependant, dans le cas que nous abordons ici, il convient de mobiliser d'autres cadres théoriques. La nouveauté théorique à laquelle nous confronte ce programme militaire est qu'il n'y a pas dans ce cas de « lutte » contre la ville ou dans la ville – comprise dans son acception culturelle et comme mode de vie –, mais avec la ville. L'urbanisation est utilisée comme un instrument contre-insurrectionnel en soi[18]. En dépit de la petite échelle des espaces urbains construits dans le cadre de ce programme, l'intention de l'État est claire : urbaniser les paysans et incorporer ces territoires à un réseau d'espaces urbains.

Dans les stratégies contre-insurrectionnelles, la destruction est souvent accompagnée d'importantes « politiques de développement »[19] : les villages stratégiques sont un exemple clair de ce processus à deux faces de destruction et construction. La période pendant laquelle le général Bussi a gouverné la province *de facto* (de mars 1976 à décembre 1977) s'est justement caractérisée par l'importance des travaux publics réalisés, avec pour objectif « d'améliorer » les conditions socio-économiques de la population affectée[20]. Des années plus tard, un des fils de Bussi a soutenu : « Mon père a été invité par l'armée nord-américaine en qualité d'observateur militaire au Vietnam. C'est là qu'il a appris que, dans ce type de guerre de guérilla, le soutien de la population est fondamental. Là où est le soutien de la population, là est la victoire et il a vu que les Américains n'avaient pas le soutien de la population (…) ce que mon père a fait c'est mener une action civique, une action politique, très forte dans la région, en termes d'infrastructure, de soutien à la population, quatre nouveaux villages ont été créés »[21]. En 1995, dans le cadre d'élections démocratiques, Bussi a été élu gouverneur de la province de Tucumán pour quatre ans, ce qui témoignage de la prégnance du soutien de la population.

---

[16] Déclaration du secrétaire de presse et de diffusion du gouvernement provincial J. Villone, dans le journal *La Gaceta* 12/02/1975 (cité dans Artese M. et Roffinelli, G., "Responsabilidad civil y genocidio. Tucumán en años del "Operativo Independencia" (1975-76)". *Documentos de Jóvenes Investigadores. Instituto de Investigaciones Gino Germani.* Universidad de Buenos Aires, 9, 2005, p. 38). Voir aussi l'article 5, du décret N261/75.

[17] Coward M., *Urbicide. The politics of urban destruction*, New York, Routledge, 2009; Graham S. (Ed.). , "Chapter 10. Constructing Urbicide by Bulldozer in the Occupied Territories", in Stephen Graham *Cities, War, and Terrorism. Towards an Urban Geopolitics*. Uk: Blackwell Publishing, 2004, pp. 192-213.

[18] Selon Sackley N. : « Bien qu'ils aient été promus comme des communautés modèles faites pour gagner les cœurs et les esprits des villageois à travers l'assistance d'experts et la protection militaires, les villages stratégiques, qui renferment des paysans relogés de forcé à l'aide de de barbelés et de patrouilles de défense civile, ont été fondamentalement des instruments de guerre » (Sackley N., *op. cit.,* p. 483).

[19] Belcher O., *op. cit.*

[20] Voir González Bread E., *La guerrilla en Tucumán. Una historia no escrita,* Buenos Aires, Circulo Militar, 2001.

[21] Antonio Ramos Ramirez. « Bajo el amparo de la democracia: el bussismo, de la Casa de Gobierno a los tribunales » XIV Encuentro de Latinoamericanistas Españoles : congreso internacional, Sep. 2010, Santiago de Compostela, Centro Interdisciplinario de Estudios Americanistas Gumersindo Busto ; Consejo Español de Estudios Iberoamericanos. p.1754.

2. Inauguration du village Teniente Berdina, en présence de Videla et de Bussi lors de la cérémonie, 1977. Archive personnelle 2014[22]

L'analyse du programme militaire des villages stratégiques permet d'explorer d'autres modalités de la violence d'État que celles de l'assassinat et de la destruction d'espaces de vie, en particulier l'objectif consistant à produire de nouveaux citoyens et de nouveaux espaces de vie de manière forcée. L'État imagine et planifie des sites idéaux dans lesquels la guérilla ne peut exercer aucune influence ni resurgir.

Au sein des villages stratégiques

À propos de la construction d'espaces de vie et de non-vie

Vider le maquis. Voilà l'objectif clairement brandi à l'arrivée des militaires en 1975. Il fallait combattre la guérilla rurale et, en même temps, faire en sorte que le *monte* soit inhabitable : le vider pour éviter que la population aide la guérilla ou ne soit recrutée : *les guérilleros venaient recruter des gens (G.) ; ils ont fait des villages « à cause des extrémistes » (D.) ; le village a été fait à cause des circonstances, « c'est grâce aux guérilleros, Bussi ne l'aurait pas fait autrement » (F.) ; l'idée des villages est venue parce qu'il y avait « les extrémistes », la vérité c'est que tout ça c'était des maquis, et ils les ont fait [les villages] parce qu'ils voulaient éliminer tout ça (H.) ; les militaires nous ont « réunis » parce que ça les intéressait de faire bouger ceux qui étaient dispersés (G.).*

Vider le maquis, regrouper la population dans la plaine, éliminer les éléments subversifs. Le maquis est l'espace que la guérilla rurale de l'ERP utilise dès 1973 pour installer ses campements[23]. Comme un « bouclier naturel », la végétation luxuriante empêchait que les campements soient identifiés à l'œil nu. La proximité avec les villages, qui avaient une longue histoire de mobilisation sociale, offrait la possibilité de compter avec le soutien de la population civile, que ce soit en termes de nourriture, de refuge ou de recrutement. C'est pourquoi, dans le cadre de l'Opération Indépendance, les militaires fomentent l'idée que le maquis est un territoire à partir duquel la guérilla tente de mettre en échec la souveraineté nationale[24].

La loi qui décrète le déplacement de la population indique que « la dispersion des habitants dans cette zone rurale rend difficile le contrôle pour les forces de sécurité »[25]. Les déplacements concernent une population perçue par les militaires comme éparpillée, isolée, lointaine et non soumise à leur contrôle. Le fait de déplacer les paysans vers de nouvelles localités devait permettre d'exercer un contrôle « plus rigoureux » afin de les maintenir hors influence de la guérilla.

Pour les déplacés, la sensation est contradictoire. Avec les villages arrive l'espace urbain, jusque-là inaccessible. Au demeurant, les militaires ne les emmènent pas à la ville : ils construisent des villages à proximité de là où ils vivaient. Les militaires leur apportent « la ville », « la civilisation », la propriété privée, les institutions bourgeoises, le contrôle et la

---

[22] La photo figure dans un livre d'histoire trouvé dans l'un des villages. Il s'agit d'un album photo dans lequel les institutrices de l'école ont incorporé les photos de toutes les cérémonies et les événements qui se produisaient dans l'école. .

[23] Né en 1965, le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT) est de tendance léniniste et guévariste. Proche du mouvement des travailleurs du sucre, ce lien sera très fort pendant ses premières années d'existence. En 1970, le PRT opte pour la lutte armée et crée la fraction armée de son parti : l'Armée révolutionnaire du peuple, ERP selon ses sigles en espagnol. Parmi les formations de gauche non péronistes, le PRT-ERP deviendra à cette époque le parti de gauche le plus important d'Argentine. Voir : Carnovale V., *Los combatientes: historia del PRT-ERP,* Buenos Aires, Siglo Veintiuno Editores, 2011; De Santis, Daniel, *La historia del PRT-ERP: por sus protagonistas*, Capital Federal, A FORMAR FILAS editora Guevarista, 2010.

[24] Dans le discours militaire, il est signalé que la guérilla est une menace pour la souveraineté nationale. Selon les mots du Commandant Vilas: « Il ne s'agissait pas de contrecarrer l'ERP afin d'arranger les affaires du péronisme, mais de sauvegarder la souveraineté de la patrie en danger », Vilas A. *op. cit*.

[25] Loi 4.530, pouvoir exécutif, 16 août 1976.

surveillance, mais tout cela à la frontière du maquis. De ce point de vue, il faut tenir compte de l'importance du territoire où ces villages ont été bâtis.

Le Plan de relogement rural a modifié radicalement l'usage de l'espace dans cette zone. Le maquis – caractérisé par sa végétation sauvage – a été vidé et, en parallèle, des centres urbains ont été construits sous contrôle militaire. L'emplacement des villages et de la route ont été choisis de manière stratégique. Dans ce sens, il faut signaler que la construction matérielle et symbolique de frontières n'est pas une stratégie nouvelle au sein des forces armées mais remonte au travail « civilisateur » entrepris pendant la fondation de l'État argentin[26]. L'État a fait face au *monte* de Tucumán en ayant recours non seulement aux arguments propres à la doctrine contre-insurrectionnelle mais aussi en réactualisant de vieux récits sur le processus « civilisateur » contemporains de la formation de la Nation. La campagne militaire appelée la « Conquête du désert » (menée à la fin du XIXe siècle en Argentine) a eu comme objectif de conquérir des territoires qui étaient jusque-là sous emprise des peuples autochtones. Or ces espaces ont été imaginés, mis en récit comme espaces vides, et s'est ainsi qu'ils ont été investis. Adel Vilas, dans une autre partie de son *Diario de Campaña*, signale que : « le 14 février 1975 [,] l'armée argentine [,] affrontait de nouveau, après cent ans de paix, un ennemi de la Patrie : le plus dangereux, si on le juge comme il faut, [car] le marxisme ébranle les racines fondamentales de notre culture, et porte atteinte contre notre indépendance »[27].

Ces correspondances entre vieux espaces (« le désert ») et nouveaux espaces (le maquis), entre vieux récits (la conquête) et nouveaux récits (la lutte contre la subversion marxiste) résonnent et s'entremêlent. Les militaires ont lutté pour imposer l'image de la « nation récupérée », de la « geste héroïque ». Ils ont regardé en arrière pour construire une identité et ont inscrit leurs actions dans une chronologie longue qui se remonte aux origines violentes de l'État-Nation. La réorganisation spatiale produite dans le cadre du Plan de relogement rural récupère ce temps long qui renvoie aux discours civilisateurs du XIXe siècle tout en mobilisant les discours contemporains de la contre-insurrection.

La construction des villages stratégiques reconfigure radicalement un territoire « rebelle » considéré par l'État comme celui qui pouvait mettre en péril la souveraineté nationale. L'objectif était à la fois de faire en sorte que les paysans quittent le maquis mais aussi de leur prendre le maquis. Des espaces de vie sont construits – les villages stratégiques – mais on construit aussi, en parallèle, des espaces de non-vie – le maquis est vidé de force.

Mobilités restreintes : surveillance de l'espace et de ses habitants

Les quatre villages ont été construits entre 1976 et 1978, dans la province de Tucumán, dans un rayon de 30 kilomètres, puis reliés par la route 324, construite à la même période [*voir image 3*]. La construction de chaque village a duré un an environ et une grande partie des hommes déplacés a travaillé comme ouvrier dans les chantiers. Environ deux mille personnes auraient été contraintes au déplacement[28]. En 2014, quatre mille personnes environ y vivaient encore. Les quatre villages sont pratiquement identiques, aussi bien du point de vue des éléments qui le composent que de leurs dimensions. Au début chacun comprenait six pâtés de maisons de soixante-dix logements, un centre civique où était situé la Mairie, la bibliothèque, l'épicerie, le commissariat, l'église, le centre commercial, un centre de soins (avec un médecin généraliste et un dentiste), ainsi qu'un complexe sportif, une place, une zone industrielle, des maisons

[26] Sur ce sujet, voir Rama A., *La ciudad letrada*, Hannover, Ediciones del Norte, 1994, ainsi que l'ouvrage de Blengino V., *La zanja de la Patagonia. Los nuevos conquistadores: militares, científicos, sacerdotes y escritores*, México D.F., Fondo de Cultura Económica, 2005.
[27] Vilas A., *op. cit.*, parte III.
[28] Le chiffre total de la population déplacée est une estimation faite à partir des données recueillies lors de mon travail de terrain. L'absence de chiffres officiels montre à quel point le thème reste inexploré en Argentine.

destinées aux fonctionnaires et des cabanes pour les touristes. Au moment de l'inauguration, un certain nombre de services publics étaient assurés tels que l'éclairage public, la lumière électrique, l'eau courante, les rues pavées, les transports en commun qui assuraient les liaisons avec les autres villages et le reste de la région. Par ailleurs, là où les villages ont été construits, les militaires avaient installé des bases militaires dès les débuts de l'Opération Indépendance. Certaines de ces bases seront par la suite dénoncées comme des centres clandestins de détention.

4. Plan du village Soldado Maldonado. Source : Cadastre de la Province de Tucumán

La présence des bases militaires est contemporaine de la période de construction des villages mais aussi du moment où les villages ont commencé à être habités. On ne sait pas vraiment à quel moment les bases ont été démantelées. Mais des témoignages signalent que jusqu'au retour de la démocratie, en 1983, quelques militaires sont restés pour « veiller sur » le village.

> *Ils étaient postés là, sur le bord de la route, dans un puits, au cri de « qui va là », fallait que tu donnes ton nom (I.)*
>
> *À cette époque, on ne pouvait pas sortir le soir, il y avait des barrières dans la rue en direction de « la cheminée »*[29]*, fallait s'identifier à chaque fois qu'on voulait passer par là (C.)*
>
> *On ne pouvait pas sortir sans être vu, on devait prévenir et avoir ses papiers (J.)*
>
> *Après 20.00 h, on ne pouvait plus sortir, parce qu'il y avait des ratissages. Tout le monde devait être à la maison à cette heure-là (I.)*

Un habitant raconte qu'il n'a pas été facile de s'habituer à la vie au village : *on devait se coucher tôt, la nuit il n'y avait plus personne, fallait demander une permission pour sortir et prendre une lampe de kérosène pour qu'ils sachent que c'était nous* (F.). Un autre homme raconte que : *pour sortir et rentrer dans le village, on devait prévenir la base, s'identifier, donner les motifs, dire où on vivait, où on allait ; tout le temps, fallait donner son nom, son prénom et le numéro de la carte d'identité* (I.). Les villageois signalent aussi que les militaires avaient fourni des cartes pour pouvoir sortir et rentrer au village, et il fallait la présenter à chaque fois qu'il y avait un contrôle : *cette carte a été donnée à tout le monde pour prouver qu'on était bien d'ici et pour pouvoir circuler aux alentours* (C.). Une sorte de seconde pièce d'identité liée non au territoire national mais à l'espace d'exception. Des laissez-passer pour certifier que les villageois avaient bien le « droit » d'être là. Le système de contrôle instauré dans ces villages remplissait bien les critères fournis par le colonel Roger Trinquier concernant les villages stratégiques créés pendant la guerre d'Algérie :

« Les habitants ne pourront quitter le village que par des portes où toutes les sorties seront contrôlées ; ils ne pourront emporter avec eux ni argent, ni ravitaillement. La nuit, personne ne pourra quitter le village ou y entrer. Nous rétablirons ainsi le vieux système des villages fortifiés du Moyen-âge, destinés à protéger les habitants contre les 'grandes bandes' »[30].

Le contrôle sur la mobilité intérieure et extérieure des villages s'appuyait sur une connaissance exhaustive de la population et la possibilité de dire qui est qui, qui fait quoi, qui vit comment.

---

[29] La cheminée : référence aux vestiges de la vieille sucrerie qui a été utilisée pour installer la base militaire à côté de ce village stratégique.

[30] Trinquier R., *op. cit.,* p.71. Pour une approximation plus générale sur la dimension transnationale de la doctrine dite de la "Guerra Revolucionaria", voir : Périès G., « La doctrine de la « guerre révolutionnaire » : Indochine, Algérie, Argentine, Rwanda. Trajet d'une hypothèse », in C. Coquio et C. Guillaume (dir.), *Des crimes contre l'humanité en république française (1990-2002),* L'Harmattan, 2006.

L'antécédent immédiat de ce type de contrôle se trouve dans le recensement de la population réalisé dans la zone d'opérations dès le début de l'Opération Indépendance[31]. Le recensement a permis d'identifier une partie de la population pour la soumettre à l'examen de l'État : du fait du lieu de résidence, ce groupe constitue un nouveau groupe soupçonné d'entrée de jeu car susceptible d'avoir des liens avec la guérilla. L'espace apparaît ici comme stigmate et facteur suffisant pour semer le doute (ce recensement n'a été mené que dans la zone sud-ouest de Tucumán et parmi les personnes qui vivaient « trop près » du maquis). Ce recensement travaille avec des données susceptibles de permettre des enlèvements, mais dessine aussi un stéréotype de la personne qui pourrait être liée à la guérilla. Ainsi, le recensement non seulement « produit » une population mais sert en même temps à réinscrire ces sujets – et leurs pratiques – au sein de coordonnées géographiques déterminées et accessibles. À travers une vieille technique de contrôle de population, les militaires réussissent à situer les sujets et, en parallèle, à les rendre visibles et à suivre leurs actions. La population « choisie » pour être déplacée vers les villages stratégiques a été soumise sans exception à ce type de pratiques. Dans un rapport consacré aux deux premières années de gouvernement militaire à Tucumán, on signale clairement : « Une fois complété le recensement de la population dans la Zone des opérations antisubversives, le gouvernement provincial a commencé le 'Plan de relogement rural', qui a eu pour finalité : assurer l'accès à la propriété privée pour améliorer les conditions de vie et éduquer les villageois de la zone sur les bénéfices de la vie en communauté »[32].

La surveillance ne concerne pas seulement les usages et la circulation dans l'espace mais aussi la manière dont la population l'occupe. Un espace construit géométriquement pour être facilement contrôlé et un nouvelle population choisie et utilisée comme cochon d'inde pour participer à un programme où se mêlent création *ex nihilo* d'espaces urbains, utopie du contrôle total programmes développementistes. Autant d'éléments qui soutiennent un plan expérimental : de contrôle et de surveillance sur le sujet et son espace, mais en même temps de création de citoyens et d'espaces de vie à la force[33].

En étudiant les politiques contre-insurrectionnelles appliquées par les États-Unis en Afghanistan, Oliver Belcher signale que « le rôle de la population déplacée au sein du plan stratégique de contre-insurrection, je le comprends comme faisant partie de la destruction (ou 'nettoyage') des mondes-de-vie aux seules fins de reconstruire des 'modes-de-vie' en accord avec l'ordre politique contre-insurrectionnel »[34]. Plus loin il ajoute : « ce n'est pas seulement le déplacement mais aussi la ré-forme de modes-de-vie susceptibles d'être adaptés à la surveillance, documentation et prédictibilité »[35]. Le programme des villages stratégiques apparaît comme la création forcée et *ex nihilo* de mondes-de-vie qui prétendent créer des modes-de-vie. L'État imagine des espaces où des citoyens sont fabriqués sur mesure. Des mondes-de-vie inventés qui modifient, créent, et imposent des modes-de-vie particuliers. Le monde urbain est choisi pour créer des espaces de vie ascétiques, d'où la possibilité de la révolution est bannie.

La vie sous contrôle : violences sur la vie quotidienne et ses espaces

Du fait qu'il travaillait pour la sucrerie Providencia, K. avait la possibilité de vivre dans la Colonie 5 avec sa famille. Au milieu de cet ensemble de logements en bois, destinés aux travailleurs du sucre, les militaires ont installé une base militaire. Des mois plus tard, la Colonie

---

[31] Cruz M., Jemio A. S., Monteros E. et A. Pisani, « Las prácticas sociales genocidas en el Operativo Independencia en Famaillá », Tucumán, février 1975 - mars 1976, *Actas de las Primeras Jornadas de Historia Reciente del NOA "Memoria, Fuentes Orales y Ciencias Sociales",* 2010 ; Vilas A., *op. cit.*

[32] S/a, *Memoria de la gestión de Gobierno. 1976-1977 Tucumán, cuna de la independencia*, Gobierno de Tucumán, 1978, p.119.

[33] On peut trouver une référence importante concernant la technique consistant à quadriller le territoire dans la doctrine française de la lutte antisubversive (voir : Denis L., « La « doctrine de la guerre révolutionnaire » : théories et pratiques », *in* Abderrahmane Bouchène *et al.*, *Histoire de l'Algérie à la période coloniale*, La Découverte « Poche / Essais », 2014, pp. 526-532).

[34] Belcher, *op. cit.* , p.128

[35] *Ibid*., p. 131.

5 a été détruite et ses habitants conduits au nouveau village appelé Sargento Moya. K. se rappelle ce moment premier de l'occupation, alors qu'il vivait encore dans la Colonie 5, en « cohabitation » avec les militaires : « Nous utilisions les lettrines et il fallait aller aux toilettes avec tes papiers et laisser la porte ouverte avec les militaires qui te pointaient » (K.)[36]. L'intromission dans la vie privée commence avec l'installation de la base militaire et se poursuit une fois les villages construits et habités. Les forces armées luttent non seulement pour conquérir le territoire occupé par la guérilla rurale, mais s'immiscent aussi en simultané dans des lieux privés et intimes.

Dans l'espace ordonné et géométrique du village, la violence continue à s'exercer quoique sous des modalités plus indirectes. Les villages stratégiques se construisent pour entraîner et discipliner des corps considérés comme « indociles ». M. fait une liste des obligations auxquelles les habitants de son village étaient tenus : à six heures du matin il fallait hisser le drapeau et chanter l'hymne national ; à six heures du soir, tous les jours, fallait aller à la messe ; des « réunions d'information » avaient lieu avec les militaires ; chaque personne avait des tâches différentes relatives à l'entretien et au fonctionnement du village ; tous les jours, dès 9 heures du matin, les enfants de plus de six ans et jusqu'à treize ans devaient faire du sport[37] ; les femmes étaient chargées d'activités manuelles ou devaient apprendre à tricoter, faire du crochet, couper les cheveux, coiffer, etc. (M.). Des espaces et des temporalités consacrés à la réinvention du « bon » citoyen, de la femme et de l'enfance « vertueuses ». Une cité et des citoyens « modèles » au service des politiques contre-insurrectionnelles.

5. Image aérienne du village Teniente Berdina. Source: s/a, Dossier de gestion du gouvernement. 1976-1977 Tucumán, berceau de l'Indépendance, Gouvernement de Tucumán, 1978

Afin de vivre dans un de ces nouveaux espaces urbains à proximité du maquis, les gens ont dû soumettre leurs pratiques les plus quotidiennes à une régulation stricte et ont été forcés de changer de nombreuses habitudes. Ainsi, il était interdit d'emporter des animaux dans les nouveaux villages, les militaires obligeaient les gens à cuisiner d'une certaine manière, il n'était pas possible de modifier l'aspect des nouvelles maisons, tout devait « être propre ». La présence « d'assistantes sociales » dans tout le processus de déplacement et de relogement est souvent signalée dans les entretiens, y compris une fois que les personnes se sont installées dans les villages : « une assistante sociale venait nous dire comment il fallait s'occuper de la maison, par exemple on ne pouvait pas faire du feu » (L.). Le contrôle continue bien après que les villages soient inaugurés. « Lorsque nous sommes arrivés on ne pouvait pas avoir des poules dans la maison ni semer. Si nous voulions semer, il fallait une autorisation spéciale » (C.). Le contrôle n'existe pas seulement dans le tracé même de l'espace de vie mais aussi dans la manière dont il faudra l'occuper, la manière dont il faudra l'habiter. Le contrôle sur la vie quotidienne se déploie à l'intérieur et à l'extérieur des limites du foyer. La maison est toujours en alerte car des contrôles peuvent avoir lieu à tout moment.

Cette volonté de créer un nouveau type de citoyen est révélée avec éloquence par l'épisode des mariages forcés organisés par les militaires. Pour avoir le titre de propriété de la maison, les couples devaient être mariés mais une grande partie ne l'était pas. Devant cette situation, les militaires procédaient aux mariages massifs. Une femme raconte qu'avant l'inauguration de son village, il y a eu soixante mariages forcés et que des curés venaient exprès marier les gens (N.). Ces mariages massifs et forcés permettent d'inscrire dans les registres de l'état civil (et religieux) des individus dont les trajectoires de vie n'étaient pas répertoriées par l'État national et catholique. Les villages stratégiques sont des espaces de production de citoyenneté forcée et contrôlée.

[36] Les toilettes ne faisaient pas partie des cabanes de bois : elles étaient collectives et se trouvaient hors du logement.
[37] Le centre sportif, par exemple, joue un rôle central dans le village, articulant une grande partie de la vie sociale de la nouvelle communauté mais aussi en rééduquant les corps.

La violence dans l'appellation

Une épopée militaire est créée autour de ces hommes « héroïques » qui auraient donné leur vie pour la patrie (Teniente Berdina, Soldado Maldonado, Capitán Cáceres et Sargento Moya) et qui donneront aussi leur nom aux villages. Actuellement, les villages ont toujours les mêmes noms, et devant les tentatives timides des hommes politiques locaux pour les modifier, les habitants n'hésitent pas à exprimer leur désaccord : *je suis contre le fait de changer les noms des villages car ce serait une forme d'oubli. Le militaire qui a donné son nom au village a donné sa vie pour que nous ayons une maison. Si les Anglais ne doivent pas enlever les croix des Iles Malouines, ici c'est pareil* (Q.).

Le contrôle sur les noms ne se limite pas à l'espace des villages mais aussi à leurs habitants. P., une femme de 57 ans, qui est allée à l'école et a pu finir ses études primaires, me raconte qu'ils sont arrivés dans le village en 1977 et que leur fils est né deux mois plus tard. Ce fils a été le premier nouveau-né du village. Ils l'ont inscrit avec le nom de son mari mais les militaires : *viennent et me disent « il va falloir changer le nom du bébé car c'est le premier »*. Elle explique que le mari est allé à la Mairie (comme cela lui avait été indiqué par le sous-lieutenant) mais à la Mairie on lui a dit que s'il était déjà inscrit sous un nom on ne pouvait pas changer. *Alors les militaires nous ont fait un papier, et avec ce papier nous avons changé le nom du petit*. La femme précise que le militaire qui est mort s'appelait de la sorte, que le village s'appelle ainsi et que c'est à cause de cela que son premier fils a un prénom et deux noms de famille : celui du militaire puis celui de son père. Je lui demande ce qu'elle pense du fait qu'on l'ait obligé à changer le nom de son fils : *c'est bien parce qu'ils ont participé et ils m'ont aidé avec les vêtements. Ils passaient tous les jours voir si ça allait, ils venaient voir le petit. Nous sommes passés à la radio, à la télé, dans le journal...* Dans d'autres entretiens, il a été signalé que le général Bussi en personne a été le parrain des premiers enfants nés dans ces villages. Ainsi, l'État non seulement rêve de créer des espaces de vie et de nouveaux citoyens mais engendre, presque littéralement, des espaces et des sujets, en créant des filiations forcées. Le contrôle sur le nom donné au premier nouveau-né dans chaque village signale justement la portée de la volonté « créatrice » de certaines violences déployées par l'Etat.

Comme on peut le voir dans le récit de P. mais aussi dans les récits d'une grande partie du reste des habitants, il existe des tensions au moment d'exprimer ces expériences où se mêlent la violence vécue mais aussi une manière d'exprimer sa « gratitude » aux militaires pour « tout » ce qu'ils ont donné. En ce qui concerne ce conflit des sensations qu'articule le récit des déplacés, il est impossible de comprendre l'impact de la construction des villages stratégiques sans penser à leur impact affectif. Revaloriser le point de vue affectif de l'espace permet d'appréhender la manière dont celui-ci affecte l'expérience humaine[38]. Yael Navarro-Yashin, qui appuie son analyse sur un travail ethnographique sur les maisons chypriotes que les Turcs habitent après l'occupation, remarque le fait que « les ruines politiques – ici les restes de la guerre – provoquent des affectivités conflictuelles et complexes. Je soutiens que l'affect doit faire l'objet de recherches mais non seulement pour autant qu'il fait partie ou émerge de la subjectivité humaine (ou de l'individu) mais aussi comme étant le produit d'engagements politiques qui se produisent dans l'espace et dans l'entrelacement de matérialités »[39]. Ce cadre théorique permet d'appréhender le mode dont se produisent et transmettent des affects de manière relationnelle entre les espaces construits par les militaires et les gens qui y vivent.

6. Photographie de l'entrée du village Soldado Maldonado, 2014. Source : cliché de l'auteure.

[38] Gordillo G. *Rubble. The afterlife of destruction*, Duke University Press, 2014.
[39] Navaro-Yashin Yael, *The Make-Believe Space. Affective Geography in a Postwar Polity*, Durham and London: Duke University Press, 2012, p. 134.

Il est pertinent de considérer ces réflexions pour aborder de manière critique, par exemple, les souvenirs des habitants de leurs premières impressions de l'arrivée aux villages stratégiques : *C'était tellement beau, ça a été impressionnant (…) « Pour nous, c'était une ville » (O.) ; Tout était beau, asphalté, il y avait de l'eau, des salles de bain (I.) ; « Au début c'était comme si nous étions allés vivre à Buenos Aires, tout était beau » (H.)*. Les déplacés interprètent l'arrivée aux villages comme un moment charnière de leur expérience vitale, le passage de la campagne à la ville. Le village se présente comme un « progrès » vu qu'il permet d'avoir accès à des choses qui étaient autrefois « inimaginables » pour eux. L'analyse de ce type de références permet d'accéder et en même temps de conserver le caractère conflictuel et en apparence contradictoire du récit des déplacés. Dans leurs récits coexistent des éléments qui font référence à la violence du déplacement et des appréciations positives concernant le fait d'avoir une maison à soi et de vivre en milieu urbain. Par exemple, quand ces personnes décrivent leur vie antérieure, elles parlent du fait qu'il fallait utiliser l'eau de puits, des lampes à kérosène, que pour faire des achats elles devaient faire des kilomètres (quand elles pouvaient le faire et n'étaient pas isolées par la montée des eaux). *Avant on vivait dans le noir* (O.).

Cependant, cette nouvelle disposition des sujets dans l'espace, la proximité que le village impose entre une maison et une autre, change la dynamique des relations sociales entre paysans qui ne sont pas habitués à cette proximité les uns avec les autres. Dans le rapport militaire qui fait état des travaux publics réalisés pendant cette période, il est signalé qu'il a fallu « éduquer les habitants de la zone à propos des bénéfices de la vie en communauté »[40]. Le village fait irruption et change radicalement – entre autres choses – les manières d'établir des liens sociaux, l'usage de l'espace, les distances, les temps pour réaliser les tâches de la vie quotidienne …

Réflexions finales : dompter les espaces, un rêve de l'État

La formule trouvée par les militaires semble avoir été de mouler des sujets « civilisés » qui habitent dans des espaces urbains « idéaux ». Des violences qui non seulement détruisent et font disparaître des choses, mais qui créent et engendrent des patrimoines. Les villages stratégiques sont un exemple de patrimoine encombrant et presque invisible que la société argentine hérite de l'époque de la dictature mais dont on sait peu de choses.

Ordonner l'espace, l'urbaniser, faire en sorte que des sujets totalement éloignés des institutions de l'État deviennent citoyens, leur donner l'accès à la propriété privée, sont quelques-uns des éléments de la vie « moderne et civilisée » qui – selon le discours militaire – devaient assurer un changement radical dans la société. À travers l'urbanisation forcée, les militaires cherchent à contrôler la population mais aussi à créer un type de citoyen particulier. Processus bicéphale où l'État fait disparaître des personnes et construit de manière forcée des citoyens.

Afin de désarticuler et d'annihiler l'espace où quelque chose de nouveau était en train de naître, il fallait réaménager de manière radicale l'espace : il fallait déterritorialiser la possibilité de la révolution. *Ceux qui vivaient dans le* monte*, dans le maquis, ceux-là ils ont été « bannis »* (D.). On ne prive pas les paysans de n'importe quel espace, mais de l'espace où est en train de se forger la possibilité d'une révolution. Vidé et séparé du reste, l'État a réincorporé le maquis à ses territoires. La présence du pouvoir de l'État peut opérer et exister à partir du vide. L'État se construit et discipline aussi grâce à ces espaces qu'il laisse inoccupés. Dans ce cas, la sphère d'influence du pouvoir de l'État s'amplifie à partir de l'opération consistant à vider le maquis[41].

[40] S/a, *Memoria de gobierno, op. cit.*, p.119.

[41] Dans ce sens, N. Brenner et S. Elden soutiennent que l'État produit constamment son territoire : « le territoire national est le résultat d'une articulation spécifique historiquement, et transformatrice entre l'Etat, les processus de contestation qui se jouent à l'intérieur, et la terre et le sol qu'il habite, possède, contrôle et exploite ». Brenner N. et S. Elden, "Henri Lefebvre on State, Space, Territory", *International Political Sociology, 3*, 2009, p. 362.

Ici ce n'était qu'un hameau perdu au milieu des maquis, ils sont venus, ils ont modifié et nous ont fait vivre de manière civilisée (M.). Le maquis, cet espace « autre », sauvage, non urbain[42], devient l'espace à partir duquel on mesure l'amélioration du monde urbain qu'ont fabriqué les militaires. Avec le programme des villages stratégiques on détruit pour « sauver », on construit *ex novo* pour inventer un citoyen là où on tue et où on fait disparaître d'autres personnes. Ce programme rend habitables certains espaces et d'autres inhabitables. L'objectif n'est pas seulement d'annihiler un certain groupe avec une orientation politique contraire à celle de l'État mais aussi de détruire les conditions d'émergence de ce mouvement. Les villages stratégiques reconfigurent des espaces de vie, altèrent les identités et les habitudes de ceux qui seront forcés de vivre là. Devant la menace de l'ennemi intérieur, l'État planifie des espaces forcés de vie, où il imagine la modernisation des paysans, l'urbanisation de la zone, et surtout, le démantèlement du projet révolutionnaire.

La personne que nous avons cité au début de cet article, et qui raconte comment les militaires l'ont arrêtée alors qu'elle marchait au-delà du périmètre autorisé, cette personne dont le mari disparaîtra pendant une semaine, précise aussi au cours de l'entretien : *il faut dire que les militaires ont fait de bonnes choses et de mauvaises choses. Une des bonnes choses ça a été de civiliser les gens, de nous donner l'électricité, l'eau, les rues pavées, des choses qu'on ne pensait jamais avoir. Avant, ici, c'était le monte et personne n'entrait. Mais ils ont fait de mauvaises choses aussi* (M.). À la différence d'autres applications du programme des villages stratégiques (comme ce fut le cas au Vietnam où le programme a été rejeté par la population), en Argentine, même en 2016, quarante ans après leur construction, les villages sont là, les gens ne sont pas partis, ils restent. Les habitants ne veulent pas changer le nom des villages et ils « remercient » les militaires de leur avoir donné une maison à eux.

Ce que le programme des villages stratégiques met à l'œuvre c'est une tentative extrême de gouverner les corps et les lieux de la vie quotidienne. Les villages matérialisent une utopie de contrôle total à partir de la réécriture des formes de vie. À partir d'un travail ethnographique avec les habitants, cet article a exploré certaines modalités de cette violence, son déploiement, sa circulation à l'intérieur des villages. L'analyse des villages stratégiques permet d'examiner un espace de violence étatique qui est, en même temps, un instrument de contre-insurrection et un espace de production de citoyenneté – docile et « civilisée ».

---

[42] La réflexion que fait N. Brenner concernant l'opposition binaire entre urbain et non urbain est sans doute intéressante pour ce débat: « Le terrain du non-urbain, présent en permanence 'dans un autre lieu' a joué pendant longtemps le rôle d' extérieur constitutif qui stabilise l'intelligibilité même du champ d'études urbaines. Le non-urbain apparait en même temps comme l'Autre ontologique de l'urbain, son opposé radical, et comma sa condition épistémologique de possibilité, la base sur laquelle on peut le reconnaitre comme tel » (Brenner, N., "Theses on Urbanization", *Public Culture, 25* (1), 2013, p.98).